

EXPLICATION

Un plan arabe prévoit le départ à terme du président Bachar Al Assad de Syrie

La Ligue arabe a accentué la pression hier sur le régime syrien, en demandant à l'ONU d'appuyer son plan organisant le départ de Bachar Al Assad. Damas a accusé les Arabes de « comploter » pour « internationaliser la crise ».

En quoi consiste l'initiative présentée dimanche par la Ligue arabe ?

L'initiative poussée par le Qatar, et adoptée par la Ligue arabe dimanche, vise « à un départ du régime syrien de manière pacifique ». Elle appelle le dirigeant syrien, Bachar Al Assad, à déléguer « des prérogatives au vice-président pour traiter avec un gouvernement d'union » nationale appelé à être « formé dans les deux mois » avec « une personnalité de consensus » à sa tête et chargé de préparer des élections législatives et présidentielle « pluralistes et libres ». L'initiative arabe demande aussi au « gouvernement et à tous les courants de l'opposition d'engager un dialogue sérieux dans un délai ne dépassant pas les deux semaines » pour former le cabinet d'union.

La Ligue arabe veut rencontrer le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, à New York pour lui présenter son plan et demander l'appui du Conseil de sécurité des Nations unies. Une résolution condamnant la répression en Syrie, soutenue par l'ensemble des pays européens et les États-Unis, est bloquée depuis plusieurs semaines au Conseil de sécurité par Moscou, qui s'oppose fermement à toute ingérence dans le conflit.

Les six monarchies arabes du Golfe ont, elles, décidé de retirer leurs observateurs de la mission arabe en Syrie, suivant l'Arabie saoudite qui avait annoncé son retrait de cette mission, dimanche, pour protester contre la poursuite de la répression de la contestation en Syrie.

Quelle est la réponse de Damas ?

Lors d'une conférence de presse, hier, à Damas, le ministre syrien des affaires étrangères, Walid Al Mouallem, a rejeté le nouveau plan. La Syrie refuse désormais « les solutions arabes » à la crise, a-t-il ajouté, accusant les Arabes de « comploter » pour internationaliser la crise.

Le chef syrien de la diplomatie a reconnu que les sanctions provoquent une crise économique dans son pays, mais elles ne le feront pas plier. Il a affirmé que la Russie, alliée de Damas, n'accepterait jamais une intervention étrangère contre son pays : « C'est une ligne rouge. (...) Personne ne peut douter de la relation syro-russe, car elle est historique et sert les intérêts des deux peuples. »

Damas rejette le plan de la Ligue arabe comme une « ingérence flagrante » dans ses affaires et « une atteinte à sa souveraineté ». La Syrie ne reconnaît pas non plus l'ampleur de la contestation populaire, qui ne faiblit pas depuis mars, et affirme faire face à des « gangs terroristes à la solde de l'étranger » qui cherchent à semer le chaos dans le pays.

Parallèlement à la répression, les médias officiels continuent de faire état des réformes promises par le régime, en évoquant l'élaboration du projet de Constitution qui doit bientôt être présenté à Bachar Al Assad, avant d'être soumis à référendum. Mais la crédibilité du régime est largement entamée, l'opposition et un nombre croissant de pays étrangers réclamant ouvertement son départ.

AGNÈS ROTIVEL

EN BREF

RUSSIE

L'opposant libéral risque de ne pas pouvoir se présenter à la présidentielle

La commission électorale de Russie a indiqué hier que le candidat du parti libéral Iabloko à la présidentielle du 4 mars, Grigori Iavlinski, sera probablement disqualifié, faute d'un nombre suffisant de signatures valides de parrainage. Selon la législation russe, un candidat n'ayant pas le soutien d'un parti représenté au Parlement, cas de l'opposant Iavlinski, doit fournir le soutien de deux millions d'électeurs.

ITALIE

Pompage du carburant du « Costa Concordia »

Onze jours après le naufrage du *Costa Concordia*, les opérations préliminaires du pompage du carburant du paquebot ont débuté. Une société néerlandaise, Smit Salvage, est chargée de retirer les 2 400 tonnes de carburant contenues dans les réservoirs du navire, qui menacent l'environnement de la petite île du Giglio, dans un archipel toscan formant un parc naturel marin. En parallèle, un nouveau corps a été repéré pont numéro 3, 16 personnes étant encore portées disparues.

INDE

Les rebelles déposent les armes en Assam

Près de 700 rebelles séparatistes ont déposé les armes hier dans l'État de Assam, dans le nord-est de l'Inde, lors d'une cérémonie saluée par le gouvernement comme une avancée majeure vers la paix dans cette région en proie aux troubles depuis des décennies. Selon un responsable local, 676 rebelles, appartenant à neuf formations militantes différentes luttant pour une plus grande autonomie, ont déposé les armes.

AUSTRALIE

Canberra emboîte le pas à l'Europe par un embargo sur le pétrole iranien

L'Australie va se joindre à l'embargo de l'Union européenne sur le pétrole iranien, a annoncé hier le ministre australien des affaires étrangères, Kevin Rudd, lors d'une visite à Londres. La veille à Bruxelles, ses 27 homologues de l'Union ont décidé d'imposer un embargo pétrolier graduel sans précédent contre l'Iran, et de sanctionner sa banque centrale afin d'assécher le financement de son programme nucléaire.

SOUDAN DU SUD

Le HCR dénonce le bombardement d'un camp de transit de réfugiés

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés a dénoncé hier le bombardement, la veille, au Soudan du Sud, d'un lieu de transit des réfugiés, dans l'État du Nil-Bleu, qui a fait un blessé et 14 disparus. En novembre dernier, l'ONU avait déjà dénoncé un raid aérien contre un autre camp. Selon les observateurs, l'armée Soudanaise est à l'origine de ces bombardements contre des populations hostiles au gouvernement de Karthoum.

Besançon s'associe avec un camp palestinien

Les 3^e Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne se tiennent depuis hier à Hébron, en Cisjordanie. La ville de Besançon aide à l'acheminement de l'eau courante dans un camp de réfugiés, qu'elle soutient depuis le milieu des années 2000.

JÉRICHO

De notre correspondante

Depuis la porte de sa petite épicerie, Ahmed Shalabi, 48 ans, observe les allées et venues des pelleuses et l'avancée d'un gros tuyau de plastique noir qui longe sa maison. Dans quelques mois, il permettra à ce Palestinien du camp de réfugiés d'Aqabat Jaber, à l'entrée de Jéricho, d'avoir l'eau courante. « Je vais pouvoir économiser, parce qu'aujourd'hui, je dépense jusqu'à 160 shekels (32 €) par semaine pour remplir ma citerne. » Ahmed Shalabi ne connaît pas la France, mais il connaît « Besançon ». Comme les habitants du camp, il sait que la capitale de Franche-Comté a donné l'impulsion à la construction du nouveau réseau



VERONIQUE CHOIRON

L'épicier Ahmed Shalabi va bientôt avoir l'eau courante.

de distribution d'eau.

Les liens du camp, jumelé depuis 2010 avec Besançon, remontent au milieu des années 2000. « Nous voulions une collaboration avec un camp de réfugiés palestiniens, avec l'idée qu'on peut faire avancer de grandes causes comme la paix avec une politique des petits pas », justifie Nicolas Guillemet, conseiller municipal (Europe Écologie-Les Verts) de Besançon. Aqabat Jaber a voulu consacrer l'aide financière apportée par la collectivité française à l'acheminement de l'eau aux 8 000 habitants du camp. « Toutes les maisons possèdent des robinets, le problème est que l'eau en sort rarement et seulement pour ceux qui habitent au Nord, près de la station qui traite et centralise l'eau », raconte Imad Abu Sombul, directeur du camp. « Le réseau d'eau date de 1987, les vieux tuyaux en acier sont percés, à cause de la chaleur et de la forte concentration en sel de l'eau, car nous sommes tout près de la mer Morte. 60 % de l'eau qui sort de la station s'égare dans la terre à cause de l'état de la tuyauterie. »

Pour étaler les dépenses, les deux partenaires ont monté un projet en plusieurs étapes : en 2007, installation d'une première canalisation longue de 1 300 mètres reliant l'entrée d'Aqabat Jaber à la station d'eau, plantée au pied des collines désertiques qui bordent Jéricho. Puis un premier tronçon de six kilomètres de tuyaux a été aménagé dans le camp. Reste aujourd'hui à terminer

la troisième phase du programme, avec 14 kilomètres de tuyauterie, la connexion des maisons et l'installation des compteurs d'eau. Avec cette installation, et l'accès à un nouveau puits que les autorités israéliennes devraient autoriser prochainement, le directeur du camp estime que chaque habitant d'Aqabat Jaber pourra avoir l'eau courante, pour une facture mensuelle de 60 à 70 shekels (de 12 à 14 €).

Pour la réalisation de ce projet, la ville de Besançon a investi à ce jour environ 120 000 €, une somme réunie grâce à la loi Oudin-Santini. Ce texte de 2005 permet aux communes d'affecter jusqu'à 1 % de leur budget, financé par le prix de l'eau, à des actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. « Au total, ce projet va coûter 1,5 million d'euros », précise Imad Abu Sombul. « Le ministère palestinien des finances prend en charge l'essentiel, mais c'est Besançon qui a donné le départ, rendant le projet crédible aux yeux de l'Autorité palestinienne. »

Un autre projet est déjà en vue. Le comité d'Aqabat Jaber et les représentants de la ville du Doubs se sont retrouvés hier et aujourd'hui aux troisièmes assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne, qui se tiennent à Hébron, en Cisjordanie, pour se lancer dans l'assainissement des eaux du camp récupérées pour un usage agricole. « La participation des collectivités locales françaises est complémentaire des aides de la France et de l'Union européenne à l'Autorité palestinienne, elle permet d'établir des liens humains, estime Nicolas Guillemet, et nous, les communes, avons une liberté d'action et de parole à l'égard d'Israël dont ne dispose pas l'État français ».

Le chef en exil du Hamas compte se rendre dans Gaza

Khaled Mechaal, chef en exil du Hamas, devrait se rendre dans la bande de Gaza, gouvernée par le mouvement islamiste palestinien. Il « pourrait venir à Gaza avec le président Mahmoud Abbas afin de pousser en faveur de la réconciliation », a indiqué un conseiller au ministère des affaires étrangères du gouvernement du Hamas, Ahmad Youssef. L'autorité de Khaled Mechaal est contestée par des dirigeants du Hamas à Gaza, qui le jugent trop conciliant envers le parti de Mahmoud Abbas, le Fatah, dont le Hamas a chassé les partisans en juin 2007. Khaled Mechaal est, par ailleurs, attendu dimanche à Amman pour sa première visite officielle en Jordanie depuis son expulsion de ce pays en 1999.